

## Burundi : Les USA réaffirment leur opposition au 3ème mandat de Nkurunziza

@rib News, 01/06/2015 - Source AFP La candidature de Nkurunziza à un troisième mandat menace "gravement la stabilité" du Burundi, dit Washington. Les Etats-Unis estiment que la candidature à un troisième mandat du président burundais Pierre Nkurunziza menace "gravement" la stabilité du Burundi, indique un communiqué de l'ambassade américaine à Bujumbura (photo). Un troisième mandat du président Nkurunziza "est en violation avec l'accord d'Arusha", accord de paix qui avait mis fin à la guerre civile (1993-2006), déclare ce communiqué, publié lundi.

"Nous continuons vivement d'exhorter le président Nkurunziza à reconsidérer son intention de conserver le pouvoir au détriment de cet accord (...) et de la stabilité chèrement acquise après une tragique guerre civile", poursuit l'ambassade. "La position du gouvernement des Etats-Unis demeure que l'accord d'Arusha doit être respecté, et que toute violation de l'accord d'Arusha porte gravement atteinte à la stabilité du Burundi", souligne le texte. Le Burundi plongé depuis un mois dans une grave crise politique, avec des manifestations quotidiennes pour contester la candidature du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, à un troisième mandat à l'élection présidentielle du 26 juin. Les violences ont fait plus d'une trentaine de morts. Des élections législatives et communales, déjà repoussées de 10 jours sous la pression de la communauté internationale, sont prévues vendredi prochain, suivies du scrutin présidentiel le 26 juin, puis des sénatoriales le 17 juillet. Réunis en sommet dimanche en Tanzanie, les pays d'Afrique de l'Est ont demandé leur report au moins jusqu'à la mi-juillet. Selon l'ambassade US, "les conditions pour des élections libres, justes, transparentes et crédibles ne sont pas actuellement réunies suite au rétrécissement de l'espace politique, à la fermeture des médias privés et indépendants, la répression violente du gouvernement des manifestations politiques et des cas persistants rapportés des violences et des intimidations par la milice armée des jeunes appartenant au parti au pouvoir". "Ces politiques ne sont pas en conformité avec des principes d'un Etat démocratique et spécialement un Etat en passe d'organiser des élections nationales", estime la représentation américaine, qui ajoute "toutes les parties burundaises à la retenue" et les exhorte à "s'abstenir de tout acte qui pourrait contribuer à un climat d'instabilité".